

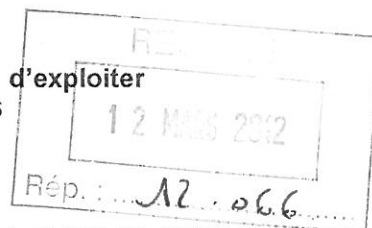
PREFET DE L'AIN

**COPIE**

Préfecture de l'Ain  
Direction de la réglementation  
et des libertés publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la SA AEW INCOM DEUX à SAINT-VULBAS**

Le préfet de l'Ain,



- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup>, et notamment l'article R-512-31, R.512-31 et R.513-1;
- VU le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008, complété par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2011, autorisant la SA AEW INCOM DEUX à exploiter une plate-forme logistique destinée aux biens manufacturés de l'industrie ou de la grande distribution à SAINT-VULBAS ;
- VU le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation présenté par la SA AEW INCOM DEUX le 4 juillet 2008, complété le 1<sup>er</sup> juin 2011 et le 17 janvier 2012,
- VU la convocation de Monsieur le directeur de la SA AEW INCOM DEUX au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 9 février 2012 ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.511.1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la SA AEW INCOM DEUX souhaite entreposer de nouveaux produits et notamment des pneumatiques,

CONSIDERANT les mesures compensatoires mises en place par l'exploitant afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les modifications apportées par la SA AEW INCOM DEUX ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires par rapport aux éléments du dossier initial,

CONSIDERANT que, par conséquent, le projet de la SA AEW INCOM DEUX ne constitue pas une modification substantielle,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2008,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

.../...

## - A R R E T E -

**Article 1 : Mise à jour des rubriques de la nomenclature**

Le premier tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2011, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Désignation de l'installation	Volume autorisé
1510-2	E	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts  Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m3 mais inférieur à 300 000 m3	- Cellule 1 : 52 530 m3 - Cellule 2 à 5 : 55 300 m3  Soit <b>273 730 m3</b> au total  La quantité maximale stockée : <b>48 470 tonnes</b> soit <b>9 700 tonnes par cellule</b>
1530-1	A	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés  Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m3	50 500 m3
1532-1	A	Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés  Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m3	22 000 m3
2662-2	E	Stockage de polymères  Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 1 000 m3 mais inférieur à 40 000 m3	5 000 m3 (3 500 t) par cellule et 25 000 m3 (17 500 t) au total
2663-1-b	E	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères  A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc..., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 2 000 m3 mais inférieur à 45 000 m3	5 000 m3 (500 t) par cellule et 25 000 m3 (1 500 t) au total
2663-2-b	E	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères  Dans les autres cas, et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 10 000 m3 mais inférieur à 80 000 m3	72 700 m3 (12 800 t) au total
1412-2-b	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes	Cuve de propane d'une capacité de 15 tonnes et Stockage d'aérosols contenant du butane et du propane pour une quantité de 3 tonnes  Soit un total de <b>18 tonnes</b>
1414-3	DC	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de GPL. Le débit de l'installation est de 1 m3/h

1611-2	D	Emploi ou stockage d'acides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 250 tonnes	238 tonnes
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Deux locaux de charge Puissance de charge : 90 kW

A : installations et activités soumises à autorisation

D : installations et activités soumises à déclaration

DC : installations et activités soumises à déclaration avec contrôle périodique

NC : installations et activités non classées

## **Article 2 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie**

**L'article 7.7.6.1 du titre 7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 est remplacé par l'article suivant :**

### **Article 7.7.6.1. Rétention des eaux d'extinction d'incendie**

Les eaux d'extinction d'incendie sont recueillies de façon gravitaire et contenues par la mise en place d'une vanne de barrage manuelle et automatique :

- au niveau de chaque cellule, dont le sol pentu présente un dénivelé de 4 cm dans l'axe de l'entrepôt ;
- dans un bassin de rétention installé au Nord du tènement.

La rétention aura un volume minimum de 1 480 m<sup>3</sup> pour l'ensemble du site pour un volume de liquide entreposé de 880 m<sup>3</sup> maximum par cellule.

Toutefois, en cas de stockage exclusif d'eau minérale il est admis que le volume total de liquide soit porté à 4 400 m<sup>3</sup> par cellule.

Sur site, les capacités de rétention du bassin et en cellule de stockage étant respectivement de 600 m<sup>3</sup> et de 55 m<sup>3</sup>, le volume restant à contenir pourra l'être au niveau du bassin de sécurité Sud du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain.

A ce titre, une convention préalable d'autorisation de déversement de ces eaux dans le bassin de sécurité, préalablement à la mise en service de l'exploitation, devra être établie entre l'industriel et le syndicat mixte de la Plaine de l'Ain (SMPA).

Le site est isolé selon les dispositions mentionnées à l'article 4.2.4.

La vidange de la rétention et le rejet vers le milieu naturel suivront les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

## **Article 3 : Stockage de pneumatiques**

**L'article 8.1.1.1 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 est remplacé par l'article suivant :**

### **Article 8.1.1.1 Nature des produits stockés**

Le stockage de produits dangereux (inflammables, toxiques, comburants, explosifs...) est interdit.

Néanmoins, le stockage de pneumatiques, d'aérosols et de batteries, lubrifiants, liquides de refroidissement est autorisé sous respect des conditions mentionnées à l'article 8.1.1.3 Aménagement et organisation du stockage.

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, hormis sous respect des conditions mentionnées à l'article 8.1.1.3 en ce qui concerne le stockage d'aérosols.

**L'article 8.1.1.2 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 est remplacé par l'article suivant :**

### **Article 8.1.1.2 État des stocks**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

Une fois par an, le titulaire de la présente autorisation adresse à l'inspecteur des installations classées un bilan, cellule par cellule, des quantités stockées selon les catégories de produits et substances visées de l'article 1.2.1.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.  
Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les études de dangers ont été réalisées en prenant en compte deux hypothèses différentes :

Hypothèse 1 : présence dans le stockage de plastiques (rubriques 2662 et 2663) en mélange dans l'ensemble des marchandises combustibles ;

Hypothèse 2 : présence dans le stockage de plastiques (rubrique 2663) dans la cellule 1, de pneumatiques dans la cellule 2, et de batteries, lubrifiants, liquides de refroidissement dans la cellule 3 ;

Dans le cas où le stockage évoluerait (nouveaux produits stockés, doutes quant au potentiel calorifique d'un produit ...), l'exploitant réalisera au préalable une nouvelle étude de dangers.

**L'article 8.1.1.3 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 est remplacé par l'article suivant :**

**Article 8.1.1.3 Aménagement et organisation du stockage.**

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;

2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;

4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Les polymères relevant de la rubrique 2662 à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.

Stockage de produits relevant des rubriques 2662 ou 2663 : La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme et une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

En cas de stockage d'aérosols, celui-ci ne pourra se faire que sous respect des prescriptions suivantes :

1°) Le stockage ne pourra pas se faire sur une surface supérieure à 37,5 m<sup>2</sup> ;

2°) La hauteur de stockage ne pourra pas excéder 5 mètres ;

3°) Les palettes seront placées sur deux lignes et sur deux hauteurs de stockage ;

4°) Les aérosols seront séparés des autres produits stockés par un grillage toute hauteur ;

5°) Les aérosols seront protégés par un système de détection et d'extinction automatique adaptés aux normes en vigueur ;

En cas de stockage de pneumatiques, celui-ci pourra se faire que sous respect des prescriptions suivantes :

1°) Le stockage se fera dans la cellule 2 ou 3 ;

2°) Cette cellule sera dédiée uniquement au stockage des pneumatiques ;

3°) Les conditions de stockage seront adaptées au système d'extinction automatique de type sprinklage suivant les normes en vigueur ;

4°) Le stockage ne pourra pas se faire sur une surface supérieure à 4 224 m<sup>2</sup> (cette surface comprend les allées de circulation mais pas les zones de préparation) ;

5°) Un déport, entre les parois de l'entrepôt et le stockage, d'une distance de 20 mètres à l'Est et 13 mètres à l'Ouest devra être respecté et clairement matérialisé ;

6°) Le volume de pneumatiques ne pourra pas excéder 13 200 m<sup>3</sup> ;



- 7°) Le stockage de produits relevant des rubriques 2662 ou 2663, autres que les pneumatiques, se fera :
- uniquement dans la cellule 1 ;
  - sans mélange avec d'autres matières combustibles ;
  - sur une surface maximale de 3 000 m<sup>2</sup> (cette surface comprend les allées de circulation mais pas les zones de préparation) pour un volume de 13 250 m<sup>3</sup> maximum ;
  - un déport, entre les parois de l'entrepôt et le stockage, d'une distance de 22 mètres à l'Est et 13 mètres à l'Ouest devra être respecté et clairement matérialisé ;

En cas de stockage de batteries, lubrifiants, liquides de refroidissement ou de produits analogues, celui-ci pourra se faire que sous respect des prescriptions suivantes :

- 1°) Le stockage se fera dans la cellule 2 ou 3 ;
- 2°) Le stockage se fera sans mélange avec d'autres matières combustibles ;
- 3°) Le stockage ne pourra pas se faire sur une surface supérieure à 1 176 m<sup>2</sup> (cette surface comprend les allées de circulation mais pas les zones de préparation) ;
- 4°) Un déport, entre les parois de l'entrepôt et les matières stockées dans cette cellule, d'une distance de 34 mètres à l'Est et 13 mètres à l'Ouest devra être respecté et clairement matérialisé ;
- 5°) Les batteries, lubrifiants, liquides de refroidissement ou de produits analogues seront protégés par un système de détection et d'extinction automatique adaptés aux normes en vigueur ;

#### **Article 4 : Paroi coupe-feu deux heures sur la façade Nord**

L'article 8.1.3 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 est remplacé par l'article suivant :

##### **Article 8.1.3. CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENTS**

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- le mur extérieur, sur la totalité de la longueur de la façade Est est coupe-feu 2h (REI120) sur une hauteur de 5 m minimum ;
- le mur extérieur de la façade Ouest, exceptée la cellule 5, est coupe-feu 2h (REI120) sur une hauteur de 4 m minimum ;
- le mur extérieur de la façade Sud est de degré coupe-feu 2h (REI120) et d'une hauteur minimum de 8m du côté Ouest et 9m du côté Est.
- le mur extérieur de la façade Nord est de degré coupe-feu 2h (REI120) sur une hauteur de 6 m minimum ;
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux M0 ou M1 de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ;
- l'entrepôt est à simple rez-de-chaussée d'une hauteur inférieure à 12,50 mètres ;
- la stabilité au feu de la structure est d'une heure ;
- les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures (REI120) ;

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les stockages de marchandises ou matériaux relevant des rubriques 2662 et 2663 sont séparés (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation) :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois
- affiché, **en permanence**, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### **Article 6 :**

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

### **Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la société AEW INCOM DEUX – 8-12, rue des Pirogues de Bercy – 75012 PARIS

• et dont copie sera adressée :

- au sous-préfet de BELLEY,
- au maire de SAINT-VULBAS, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ;
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- au service interministériel de défense et de protection civile - (préfecture).

Fait à Bourg-en-Bresse, le 6 mars 2012

Le préfet,  
Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Dominique LEPIDI